

Immigration 2030: scénarios pour l'économie et la société zurichoises

L'étude sur laquelle repose cet article cherche à cerner, à travers différents scénarios, l'évolution à long terme de l'immigration dans l'espace économique zurichoises, avec ses conséquences économiques et sociales. Elle montre comment le développement économique, avec ses changements structurels vers des activités nécessitant une plus haute formation, façonne le phénomène migratoire et agit sur l'évolution de la population, les marchés de l'emploi et de l'immobilier, ainsi que les dépenses sociales.

1 Lire l'article de I. Steiner et P. Wanner, p. 8 du présent numéro.

L'immigration n'est pas une nouveauté dans l'espace économique zurichoises au sens large, qui englobe 14 cantons et demi-cantons s'étendant jusqu'à la Suisse centrale et au nord-est du pays. Son visage s'est, toutefois, modifié. Elle compte toujours plus de collaborateurs hautement qualifiés et de moins en moins de main-d'œuvre faiblement formée¹. Ce nouveau profil s'explique par le profond changement structurel de l'économie, qui est passée de la société industrielle à celle des services et du savoir. La libre circulation des personnes a, en outre, renforcé cette dynamique. L'immigration a permis à l'économie zurichoises d'accroître rapidement son réservoir de collaborateurs hautement qualifiés et d'exploiter ainsi pleinement son potentiel de croissance. La question est de savoir comment ce développement agit sur la concurrence entre demandeurs d'emplois et de logements et de quelle façon la région zurichoises va s'étendre si sa population continue de croître.

Mutation de l'immigration

Le changement de nature de l'immigration observée sur les dix années précédant 2008 est au départ de notre analyse. La nouvelle immigration est à l'origine de la croissance relativement forte de la population. Elle possède des caractéristiques très différentes de l'ancienne: elle provient du nord et de l'est plutôt que du sud. Elle est surtout composée de représentants de classes supérieures. Près de 60% des étrangers de plus de 25 ans venant de ces nouvelles régions ont une formation universitaire, soit un pourcentage deux fois supérieur à celui de la population suisse (voir *graphique 1*). Enfin, les nouveaux immigrants sont surreprésentés dans

les secteurs des sciences et des techniques, et ils occupent fréquemment des postes de direction.

La géographie migratoire a aussi changé. Les nouveaux immigrants se concentrent surtout en ville de Zurich, autour du lac et du côté de Zoug. Dans ces régions et ces communes opulentes, la proportion d'étrangers est en hausse, alors qu'elle diminue dans la plupart des communes d'immigration traditionnelle, en partie toutefois grâce aux naturalisations. D'une manière générale, les populations suisse et étrangère se mélangent toujours plus. On comptait ainsi en 2008 autant d'individus vivant dans des ménages de nationalité mixte que dans des ménages purement étrangers.

Trois scénarios

Les trois scénarios postulent que le changement de nature de l'immigration n'est pas passager et qu'il continuera plus ou moins à se manifester en 2030. La simulation s'appuie sur les données de l'*Enquête suisse sur la population active (Espa)* et de la *Statistique de la population résidente de nationalité étrangère (Petra)* pour les années 1999 à 2008. Les données permettent d'observer plusieurs tendances en ce qui concerne les migrations professionnelles ou autres – regroupement familial, y compris mariage –, qui font varier les scénarios sur trois points. Ils supposent d'abord que la propension à migrer diffère des besoins de l'économie zurichoises. Ces changements se produisent lorsque la situation économique du pays d'origine se modifie. Ils supposent ensuite que la demande de travail est d'intensité variable. Troisièmement enfin, ils prévoient au sein de la population active des rythmes différents de progression des niveaux de formation. Le marché du travail étant fortement segmenté en fonction de ces niveaux, des simulations séparées sont effectuées pour des personnes de qualification élevée, moyenne ou faible.

Dans le *scénario de base*, qui correspond à la tendance escomptée, la population totale de l'espace économique zurichoises devrait augmenter de 8% et le nombre d'étrangers de 13% d'ici à 2030. La population active (15 à 64 ans) progresse nettement plus, soit de 24% (étrangers: +28%). Les Allemands sont

Encadré 1

L'étude

L'étude réalisée par un collectif de travail réunissant le Bureau BASS, Sotomo, Fahrländer Partner et la Haute école de Saint-Gall peut être commandée à la Banque cantonale de Zurich, case postale, 8010 Zurich. Elle est également disponible sur son site: www.zkb.ch, rubriques «Publikationen», «Wirtschaft und Gesellschaft». Le site Internet du Bureau BASS (www.buerobass.ch/studienPopup_d.php?projektId=192) présente un rapport technique sur le modèle de simulation et les effets quantitatifs calculés.



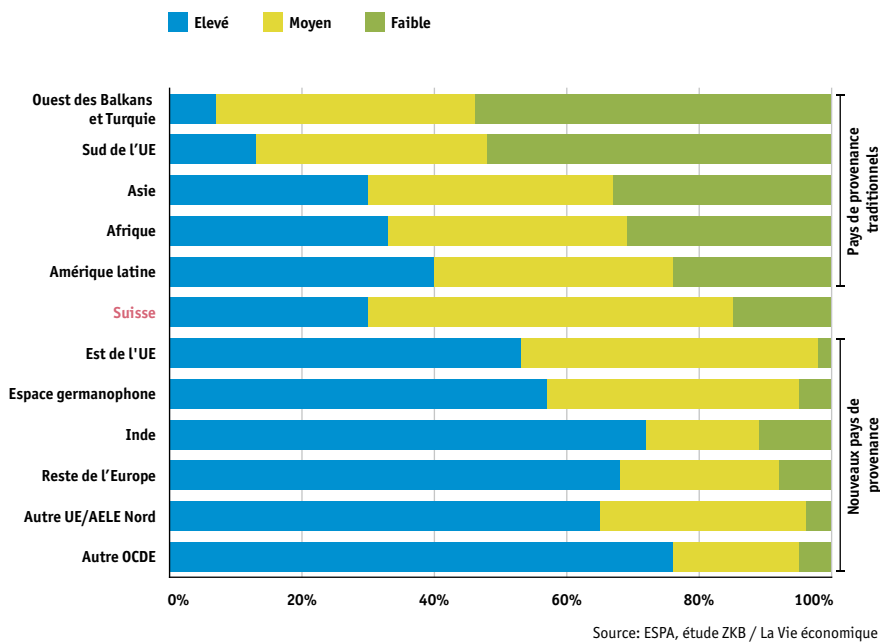
Lucien Gardiol
Économètre, Bureau d'études de politique du travail et de politique sociale BASS, Berne



Heidi Stutz
Directrice de projet, Bureau d'études de politique du travail et de politique sociale BASS, Berne

Graphique 1

Niveaux de formation suivant les groupes de pays, 2008



de loin le principal groupe étranger, suivis par les ressortissants du sud de l'UE puis ceux de la Turquie et de l'ouest des Balkans, dont le nombre est en recul. La quote-part des petits groupes provenant d'autres pays augmente, mais est loin d'être aussi importante. Le pourcentage de personnes très qualifiées passe de 33% actuellement à 45% de la population active.

Dans le *scénario dynamique*, qui prolonge le fort mouvement d'immigration antérieure à 2008, la population totale croît de 18% jusqu'en 2030 et la population étrangère de 43%. La population active totale augmente de 34% et le nombre d'actifs étrangers de 64%. On recense trois fois plus d'Allemands que de personnes issues du sud de l'UE, de la Turquie ou de l'ouest des Balkans. Le nord de l'UE devient la quatrième région de provenance et la proportion d'actifs très qualifiés au sein de la population active bondit à 49%.

Dans le *scénario de convergence*, qui simule un alignement de l'espace économique zurichois sur les pays voisins de l'UE, la population totale diminue de 1% jusqu'en 2030 et le nombre d'étrangers fond même de 27%. La population active dans son ensemble augmente encore de 10%, alors que le nombre d'étrangers dans ce groupe régresse de 14%. Le pourcentage d'Allemands en 2030 est à nouveau plus faible que celui des ressortissants du sud de l'UE, de Turquie ou de l'ouest des Balkans, dont le nombre recule aussi fortement. Seule croît, en tendance, l'immigration des pays extra-européens, actuellement peu significative. La part des personnes très

qualifiées au sein de la population active passe à 39%, presque exclusivement grâce à la population suisse.

Les chiffres des trois scénarios montrent clairement que l'évolution économique et la mutation structurelle vers des activités exigeant un niveau de formation supérieur sont étroitement liées au phénomène migratoire et au développement général de la population (voir *graphique 2*). Alors que tous les scénarios prévoient un recul plus ou moins semblable de l'immigration issue des pays de provenance traditionnels, faute de demande de l'économie zurichoise pour des travailleurs peu qualifiés, la part des nouveaux immigrants augmente en revanche de façon très inégale en fonction du scénario considéré.

Caractéristiques de la nouvelle immigration

Le comportement migratoire a été étudié de près sur la base de discussions avec des responsables du personnel et des immigrés. Parmi les *motivations*, on trouve presque toujours soit une offre d'emploi – la qualité de vie élevée de la région zurichoise étant un facteur déterminant – soit une recherche d'emploi en rapport avec une relation personnelle sur place. Seule la minorité des très qualifiés n'a aucune attache, et pour eux aussi, au fil du temps, les liens personnels et considérations afférentes gagnent en importance. Comme il arrive souvent que les deux partenaires travaillent, les *possibilités de carrières doubles* et la *compatibilité famille-travail* font partie des conditions recherchées. Il est clair que les entreprises ne veulent pas de nomades pressés, car les investissements consentis pour de nouveaux collaborateurs ne sont pas rapidement amortis. Beaucoup d'entre elles font donc de gros efforts pour *intégrer* leurs employés immigrés sur leur lieu de travail comme à l'extérieur. La plupart du temps, ceux-ci viennent en Suisse sans idée précise du lieu ni de la durée de leur engagement ici. À la différence de la population immigrée traditionnelle, ils ont toujours d'autres options de bonne qualité.

Conséquences économiques de l'immigration pour 2030

Les analyses des effets économiques et sociaux de la migration à venir forment le cœur de l'étude. En principe, la mutation structurelle vers des activités davantage gourmandes en savoir débouche sur des gains de productivité par tête, donc une augmentation du niveau général de bien-être. L'afflux en Suisse de personnel hautement qualifié accélère la mutation structurelle et renforce

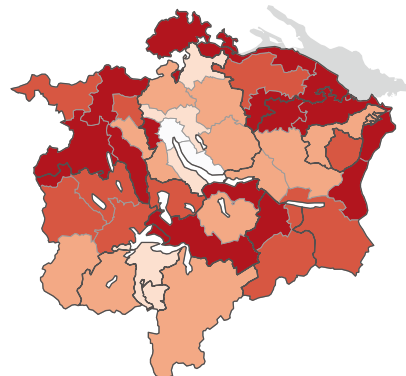
Graphique 2

Évolution prospective de la quote-part des étrangers dans les trois scénarios

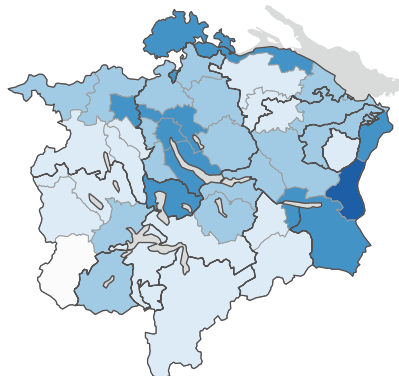
Évolution de la quote-part des étrangers en points de pourcentage, 2008–2030



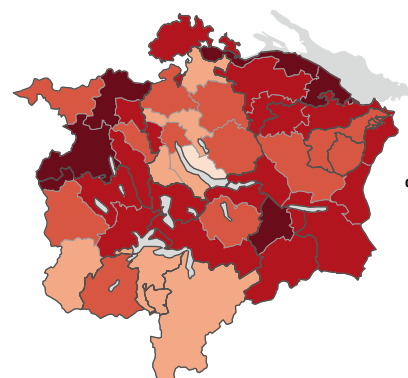
Pays de provenance traditionnelle



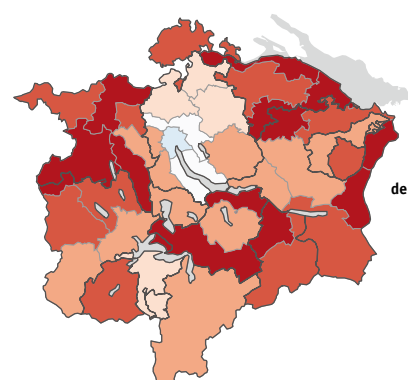
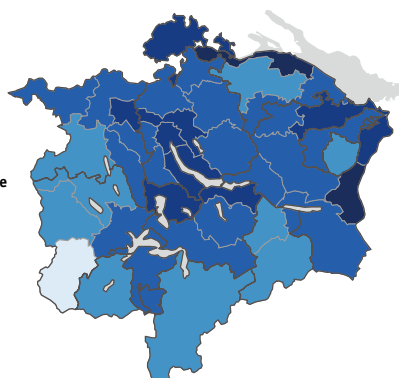
Nouveaux pays de provenance



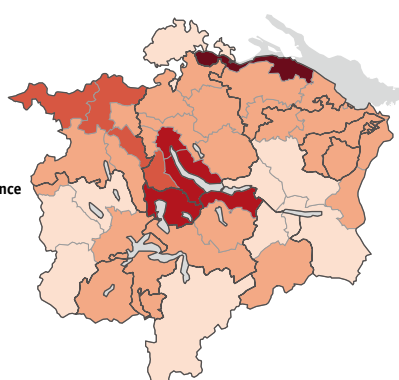
Scénario de base



Scénario dynamique



Scénario de convergence



Source: ESPA, PETRA; étude ZKB / La Vie économique

le potentiel de croissance. Pour la société, cette dynamisation a de plus larges implications que la promotion économique traditionnelle. Le profit que les autochtones tirent de l'immigration dépend, lui, des effets de distribution, notamment sur les marchés du travail et du logement. Le mitage urbain, les problèmes de transport, la charge environnementale ou les tensions sociales peuvent constituer des effets secondaires indésirables.

En ce qui concerne la croissance et la redistribution, il importe de savoir si les immigrants prennent des emplois *complémentaires* (pour lesquels on ne trouve guère ou pas de candidats en Suisse) – ce qui permet de développer l'activité économique et de créer de nouveaux emplois – ou s'ils occupent des postes qui les mettent directement en *concurrence* avec les autochtones, ce qui tend à aggraver le chômage et à diminuer les salaires de ces derniers. Comme ces deux configurations dépendent des facteurs économiques structurels et conjoncturels, l'influence de l'immigration n'est pas facile à identifier.

Les effets sur le *chômage* n'ont pas été étudiés avec précision. La littérature admet généralement que dans les périodes de fléchissement conjoncturel, on observe à court terme un accroissement du chômage, qui parvient toutefois à se résorber dans la durée. Pour ce qui est de la Suisse, diverses études² aboutissent à des constats inégaux, mais qui tous peuvent néanmoins cadrer avec cette tendance générale.

Les effets *sur les salaires* ont fait, en revanche, l'objet d'analyses approfondies. L'approche des proportions factorielles qui a été choisie était adossée à l'étude *Gerfin, Kaiser (2010)*. Elle correspond à un modèle de Borjas dans la variante d'*Ottaviano, Peri (2008)*. Sur la base d'une fonction de production économique nationale, des fonctions de demande de travail différenciées sont évaluées pour des groupes de compétences inégaux, se distinguant par le niveau de formation et l'expérience professionnelle. Par hypothèse, les personnes du même groupe sont parfaitement substituables les unes aux autres. Les degrés d'élasticité de substitution entre les divers groupes considérés doivent être estimés à partir de données empiriques.

Lors des années de dynamisme 2003–2008, l'immigration a eu un léger effet dépressif à *court terme* sur les salaires (–1,6%), qui a toutefois été bien plus fort pour les étrangers (–3,7%) que pour les Suisses (–1,1%). Parmi les immigrés, les salaires des personnes très qualifiées ont été les plus durement touchés (–6,8%), alors que ceux des personnes peu qualifiées n'ont guère souffert (–0,7%). Sans l'immigration, les salaires de ces dernières n'auraient donc pas évolué de manière très différente à court terme; ceux des étrangers très qualifiés auraient, en revanche, progressé davantage. Si un *nouvel équilibre* s'installe de nouveau à *long terme*, ce seront encore les personnes très qualifiées qui ressentiront l'effet de la pression migratoire sur les salaires. Actuellement, ce sont exclusivement celles qui disposent d'un passeport étranger (–5,2%). Pour tous les autres

2 Voir Rapports d'observation du Secrétariat d'État à l'économie (Seco), KOF et Stalder (2010).

groupes de qualification, l'effet est proche de zéro.

Pour l'essentiel, le *scénario de base* pour 2030 prolonge les développements observés jusqu'ici. Dès lors, les effets sur les salaires devraient être comparables. Dans le *scénario dynamique*, du fait de la diminution des immigrants peu qualifiés et de l'augmentation des très qualifiés, la tendance à la baisse devrait se limiter aux salaires des personnes bien qualifiées; l'évolution générale des salaires reste, toutefois, favorable en raison de la bonne situation économique. Dans le *scénario de convergence*, l'influence de l'immigration sur les salaires est généralement modeste; par contre, la situation économique moins favorable peut entraîner une baisse.

Impôts et dépenses sociales

Les immigrants grèvent-ils ou allègent-ils les comptes des assurances sociales et de l'État? L'immigration contribue temporairement à alléger l'assurance-vieillesse en cofinçant l'AVS. En 2008, les étrangers ont participé pour environ 21% à ses encaissements et reçu 15% de ses prestations, ce dernier chiffre étant toutefois légèrement tronqué du fait des naturalisations. À long terme, il faut plutôt s'attendre à un jeu à somme nulle, puisque les cotisants d'aujourd'hui auront droit demain à des rentes vieillesse.

Une comparaison des prestations sociales liées à la perte de gain et des contributions de la *population active* montre – y compris à la lumière d'autres facteurs d'influence – que les transferts nets ne diffèrent que très modestement les uns des autres entre Suisses et étrangers. Bien plus important est le rôle que jouent à cet égard le niveau de formation et le sexe des personnes. L'afflux d'étrangers très qualifiés soulage les assurances sociales et les finances de l'État. Cela se vérifie dans le *scénario de base* comme dans le *scénario dynamique* (davantage encore pour ce dernier). Il n'y a que dans le *scénario de convergence* que les assurances sociales et l'État ne profitent pas de l'effet fiscal positif de l'immigration.

Conséquences sur le marché du logement, effets d'éviction et frictions sociales

Les nouveaux immigrants ne sont pas seulement des habitants supplémentaires. Ils ont de plus gros besoins d'espace que les migrants traditionnels. La nouvelle immigration se concentre essentiellement dans les zones urbaines. L'axe Zoug-Zurich et la région du lac exercent, en particulier, un fort attrait en raison de leur rayonnement inter-

national. On y observe une progression constante et supérieure à la moyenne du prix des logements. En revanche, pour tous les scénarios de l'immigration 2030, c'est dans les régions périphériques moins prestigieuses que la présence des ressortissants des pays de provenance traditionnels diminue le plus. Les communes qui aujourd'hui subissent l'essentiel du poids de l'intégration seront les plus fortement allégées par la mutation structurelle.

Chances et défis de «l'immigration 2030»

Avec ses divers profils annoncés par les scénarios 2030, la nouvelle immigration comporte des chances et des défis pour la zone économique zurichoise. Les chances sont un regain de compétitivité internationale, autrement dit de prospérité, lié au développement d'une région métropolitaine d'importance européenne. Les autochtones pourraient bénéficier des avantages que voici:

- la qualité de vie de leur région devient un atout comparatif important;
- les programmes de conciliation famille-travail se trouvent stimulés;
- le vieillissement démographique est atténué;
- les finances des assurances sociales et des contribuables sont dans l'ensemble allégées;
- les anciennes disparités sociales tendent à s'estomper.

Les défis résident dans l'impact négatif que l'afflux peut avoir, à court terme essentiellement, sur le taux de chômage et les salaires, lequel affecterait surtout les étrangers très qualifiés. On risque aussi d'observer des effets d'éviction sur le marché du logement. Enfin, la concurrence internationale fera pression sur les possibilités de carrière des autochtones.

L'étude pointe un certain nombre de dispositions à prendre pour améliorer les conditions liées au marché du travail, dans un éventail allant des mesures d'accompagnement à l'amélioration du système de formation, et conseille d'encadrer l'accroissement de la population dans les centres en faisant appel aux règles de l'aménagement du territoire. Dans l'intérêt général, il faut éviter l'émergence d'une élite totalement coupée des réalités locales et sans attaches géographiques, pour s'employer au contraire à faire fructifier les nombreux potentiels des immigrants à la faveur de leur intégration, même temporaire.

Encadré 2

Bibliographie

- Aepli Roland et Gassebner Martin, «Auswirkungen des Personenfreizügigkeitsabkommens mit der EU auf den schweizerischen Arbeitsmarkt», dans Aepli, Roland et al., *Auswirkungen des Freizügigkeitsabkommens auf den schweizerischen Arbeitsmarkt*, KOF ETH, Zurich, 2008, p. 45–67.
- Beine Michael, *Diasporas*, CESifo Working Paper Series n° 2607, 2009.
- Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung, *Die demografische Zukunft von Europa – Wie sich die Regionen verändern*, Berlin, 2008.
- Gerfin Michael et Kaiser Boris, *Les effets de l'immigration sur les salaires en Suisse entre 2002 et 2008*, mandat du Secrétaire d'État à l'économie SECO, Berne, 2010.
- OCDE, *Attirer les talents: les travailleurs hautement qualifiés au cœur de la concurrence internationale*, Paris, 2008.
- Okkerse et Liesbet, «How to Measure Labour Market Effects of Immigration: A Review», *Journal of Economic Surveys*, vol. 22, n° 1, 2008, p. 1–30.
- SECO, ODM, OFS, *Conséquences de l'accord de libre circulation des personnes sur le marché suisse du travail. 6^e rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE*, Berne, 2010.
- Stalder Peter, *Free Migration between the EU and Switzerland: Impacts on the Swiss Economy and Implications for Monetary Policy*, texte présenté à la rencontre annuelle de la SSE «International Migration: Theory, Evidence and Policy», les 24–25 juin 2010 à Fribourg.